

# QUELLES DÉPENSES PUBLIQUES POUR PRÉSERVER LES GÉNÉRATIONS FUTURES ?

Les dépenses publiques influencent directement l'avenir des générations futures, bien au-delà d'une simple question budgétaire. Investir dans l'éducation, l'environnement ou l'innovation peut assurer un développement durable, tandis qu'un endettement excessif ou un manque de vision à long terme risque de compromettre leur capacité à relever les défis à venir !

## POINT ÉCO

### RICHARD MUSGRAVE



En France, les dépenses publiques représentaient **57%** du PIB en 2023 (INSEE)

#### ALLOCATION

L'État finance des infrastructures de long terme comme les écoles, les hôpitaux, ou encore les routes.



#### STABILISATION

L'État intervient pour réguler les crises conjoncturelles (court terme). EX : plan de relance post-COVID.



#### REDISTRIBUTION

Réduire les inégalités à l'aide des transferts sociaux.



### EXEMPLES DE SECTEURS CLÉS DE DÉPENSES DE LONG TERME

#### ÉDUCATION

Un manque d'investissement conduit à une baisse du **niveau de qualification** et à une perte de **compétitivité** à long terme.

**Bourdieu** soulignait que, sans intervention publique, l'éducation favorise la **reproduction des inégalités**, limitant ainsi la mobilité sociale des générations futures.

La France investit environ **5,2%** de son PIB dans l'éducation, soit un peu plus que la moyenne européenne.

#### TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Un manque d'investissements stratégiques aujourd'hui fait peser le poids d'une dégradation de l'environnement et de catastrophes climatiques accrues pour les générations futures.

En 2006, le **Rapport Stern** soulignait en ce sens que l'inaction climatique pourrait coûter jusqu'à **20% du PIB mondial** d'ici 2100.

#### NUMÉRIQUE

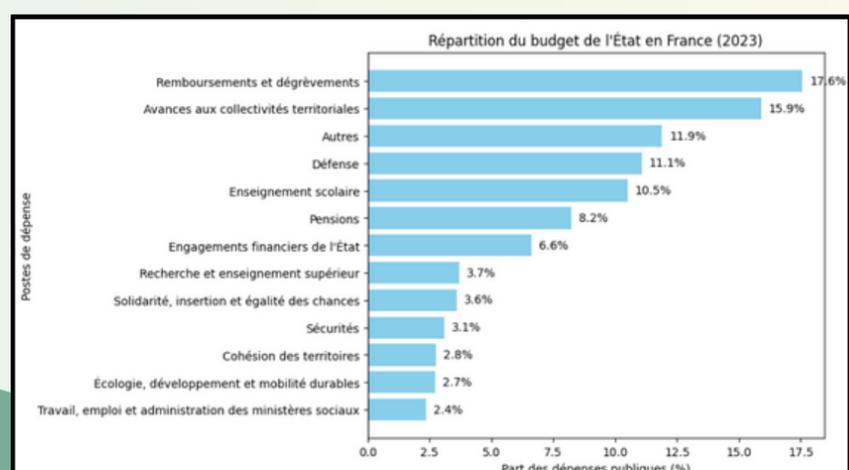
En 2024, la France consacre **2,2% de son PIB à la R&D**, un chiffre bien inférieur à celui de l'Allemagne ou de la Corée du Sud par exemple.

Pourtant, **Joseph Schumpeter** nous rappelle que l'innovation est le moteur du progrès économique !

Si l'État ne soutient pas suffisamment la **recherche et l'innovation** aujourd'hui, la France risque de devenir dépendante des grandes puissances technologiques.

Ces exemples montrent que certains choix budgétaires sont déterminants pour les générations futures.

**TOUTEFOIS, L'ARBITRAGE ENTRE DÉPENSES CONJONCTURELLES ET STRUCTURELLES RESTE FRAGILE...**





EN THÉORIE, UN **ÉTAT RATIONNEL** DEVRAIT PRIVILÉGIER LES INVESTISSEMENTS QUI MAXIMISENT LE **BIEN-ÊTRE À LONG TERME**. POURTANT, PLUSIEURS FACTEURS L'INCITENT À PRIVILÉGIER DES DÉPENSES À COURT TERME, MÊME LORSQUE CELLES-CI NE SONT PAS LES PLUS PERTINENTES POUR L'AVENIR.



## JAMES BUCHANAN



### INCITATIONS POLITIQUES

Selon la théorie du **Public Choice**, les dirigeants privilégient les mesures aux effets immédiats, comme les baisses d'impôts ou l'augmentation des prestations sociales, car elles renforcent leur **popularité à court terme**.

À l'inverse, des réformes comme l'éducation ou la recherche, dont les bénéfices n'apparaissent qu'à long terme, sont **moins attractives politiquement**.



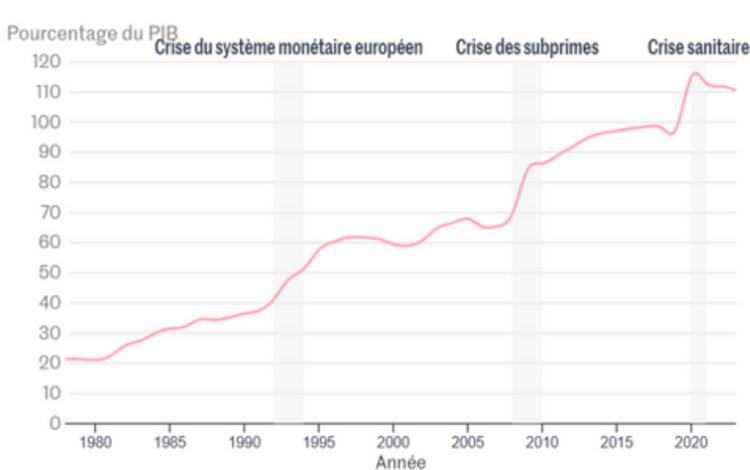
### CONTRAINTES ÉCONOMIQUES

Avec une **dette publique** s'élevant à

**+110%  
DU PIB**

les capacités d'action à long terme de la France deviennent limitées, notamment en raison des **intérêts de la dette**.

La dette brute passée de 20 à 110 % du PIB



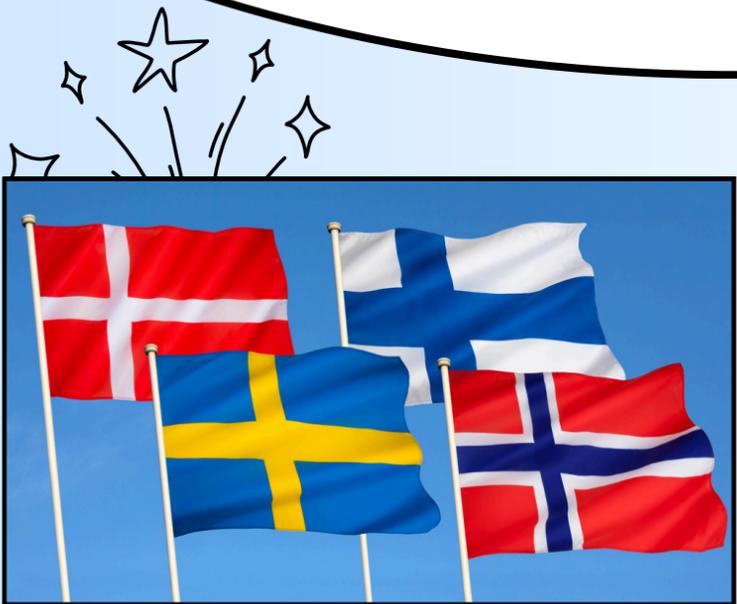
### CLIMAT GÉOPOLITIQUE

L'augmentation des **tensions internationales** a conduit à une hausse des budgets militaires en Europe (+20%), limitant la capacité d'investissement dans d'autres secteurs stratégiques comme l'écologie ou l'innovation technologique.

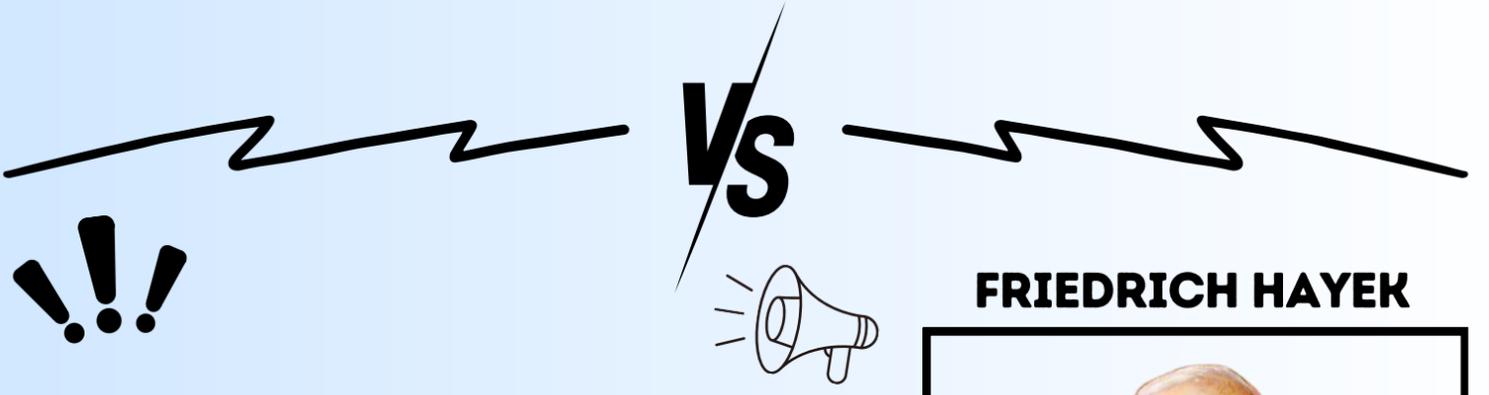


FACE À CES CONTRAINTES, IL DEVIENT ÉVIDENT QUE LES DÉCISIONS BUDGÉTAIRES SONT INFLUENCÉES PAR DES DYNAMIQUES QUI NE SONT PAS TOUJOURS ALIGNÉES AVEC L'**INTÉRÊT DES GÉNÉRATIONS FUTURES**. MAIS PEUT-ON RÉELLEMENT ATTENDRE DE L'ÉTAT QU'IL ASSUME **SEUL** CETTE RESPONSABILITÉ ?

LAISSER L'ÉTAT GÉRER SEUL CES ARBITRAGES POSE PLUSIEURS QUESTIONS FONDAMENTALES :



D'un côté, l'État dispose des **moyens financiers et institutionnels** pour structurer des politiques de long terme. Certains modèles, comme celui des **pays nordiques**, montrent que des choix budgétaires bien pensés en **collaboration avec la société civile** peuvent assurer une prospérité durable.



Mais d'un autre côté, certains pensent que l'État ne peut être le seul garant des intérêts futurs.

Le courant **libertarien** met en garde contre les risques d'un **interventionnisme excessif**, pouvant mener à une **bureaucratie inefficace** et à une **rigidité** dans les décisions économiques à long terme.

**FRIEDRICH HAYEK**



Les défis modernes (transition énergétique, IA) nécessitent des **solutions supranationales**.

L'Union Européenne, par exemple, oriente de plus en plus de fonds vers le développement durable via des outils comme le **Green Deal**.

De même, des initiatives privées, comme les **fonds d'investissement à impact social**, émergent pour compléter l'action publique.

Il devient donc essentiel de **repenser la gouvernance** des investissements d'avenir en impliquant davantage d'acteurs.

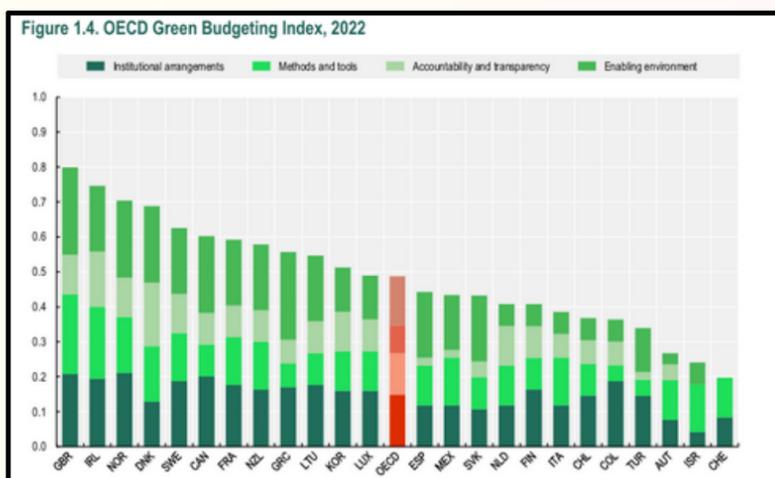


DÈS LORS, QUELLES SOLUTIONS PROPOSER POUR UN ARBITRAGE PLUS ÉQUILIBRÉ ?

POUR QUE LES GÉNÉRATIONS FUTURES BÉNÉFICIENT DE DÉCISIONS BUDGÉTAIRES COHÉRENTES, PLUSIEURS PISTES SONT ENVISAGEABLES :



## BUDGET VERT



D'abord, l'adoption de **budgets verts et intergénérationnels** est une solution qui se développe dans plusieurs pays. La Nouvelle-Zélande, par exemple, a mis en place un **Wellbeing Budget** en 2019, où chaque dépense est évaluée selon son **impact à long terme** sur l'environnement, la santé et l'éducation.

## GOVERNANCE PARTICIPATIVE

Ensuite, il devient essentiel de **réformer la gouvernance budgétaire** en impliquant davantage les citoyens et les experts.

Des initiatives comme les **budgets participatifs**, déjà expérimentés dans plusieurs villes françaises comme Paris et Grenoble, permettent aux citoyens de voter directement sur une partie des dépenses publiques.



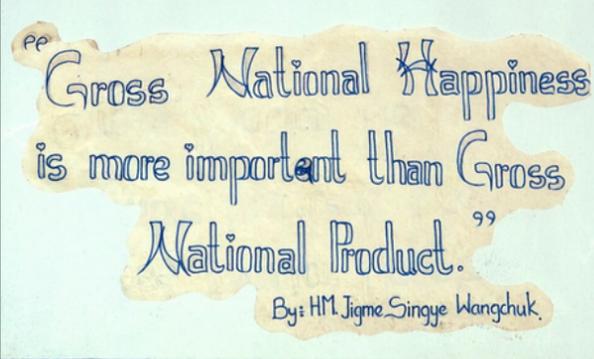
## FONDS INTERGÉNÉRATIONNELS



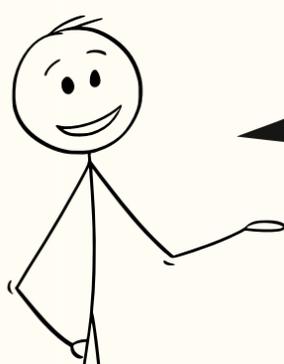
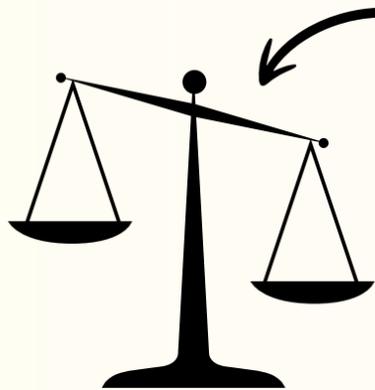
Par ailleurs, le développement de **fonds souverains intergénérationnels** est une solution qui a fait ses preuves. La Norvège, grâce à son **Government Pension Fund Global**, a su transformer ses excédents budgétaires en un fonds de **1 400 milliards** de dollars, garantissant un financement durable pour les générations futures !

Enfin, la mise en place d'une évaluation budgétaire fondée sur des **indicateurs alternatifs au PIB** permettrait d'optimiser l'arbitrage entre court terme et long terme.

La **soutenabilité forte**, qui insiste sur la préservation absolue du capital naturel, et la **théorie des capacités** d'Amartya Sen, qui vise à élargir les opportunités des individus, offrent des cadres utiles pour repenser l'impact des dépenses publiques.



Ex : Indice de Bonheur National Brut (BNB) au Bhoutan



Évidemment, ces réformes nécessitent une **stabilité institutionnelle** et une **volonté politique** forte. Sans engagement clair à long terme, le risque est de voir ces initiatives diluées dans des considérations court-termistes.

Mais une chose est certaine : réussir cet arbitrage est un enjeu fondamental, car il conditionne le monde que nous laisserons aux générations futures.